



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 57.136/4/VR
du 17 mars 2015

sur

un avant-projet de loi 'portant
assentiment à l'Accord conclu par
échange de lettres datées à
Bruxelles du 25 juin 2013 et du
12 août 2013, portant amendement
à l'Accord entre le Gouvernement
du Royaume de Belgique et le
Gouvernement du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du
Nord relatif à la délimitation du
plateau continental entre les deux
pays, signé à Bruxelles le
29 mai 1991, tel que modifié par
l'échange de lettres datées à
Bruxelles du 21 mars 2005 et du
7 juin 2005'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 57.136/4/VR
van 17 maart 2015

over

een voorontwerp van wet
'houdende instemming met het
Akkoord, gesloten door
uitwisseling van brieven
gedagtekend te Brussel op
25 juni 2013 en 12 augustus 2013,
houdende wijziging van de
Overeenkomst tussen de Regering
van het Koninkrijk België en de
Regering van het Verenigd
Koninkrijk van Groot-Brittannië en
Noord-Ierland inzake de
afbakening van het continentaal
plat tussen beide landen,
ondertekend te Brussel op
29 mei 1991, zoals gewijzigd door
de uitwisseling van brieven
gedagtekend te Brussel op
21 maart 2005 en 7 juni 2005'

Le 13 février 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^(*), sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord conclu par échange de lettres datées à Bruxelles du 25 juin 2013 et du 12 août 2013, portant amendement à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la délimitation du plateau continental entre les deux pays, signé à Bruxelles le 29 mai 1991, tel que modifié par l'échange de lettres datées à Bruxelles du 21 mars 2005 et du 7 juin 2005'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 9 mars 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies le 17 mars 2015. Les chambres réunies était composées de Marnix VAN DAMME, président de chambre, président, Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE, Wilfried VAN VAERENBERGH, Bernard BLERO et Wouter PAS, conseillers d'État, Michel TISON et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE et Greet VERBERCKMOES, greffiers.

Les rapports ont été présentés par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur, Dries VAN EECKHOUTTE et Tim CORTHAUT, auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 mars 2015.

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 13 februari 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen^(*), een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het Akkoord, gesloten door uitwisseling van brieven gedagtekend te Brussel op 25 juni 2013 en 12 augustus 2013, houdende wijziging van de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland inzake de afbakening van het continentaal plat tussen beide landen, ondertekend te Brussel op 29 mei 1991, zoals gewijzigd door de uitwisseling van brieven gedagtekend te Brussel op 21 maart 2005 en 7 juni 2005'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 9 maart 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 17 maart 2015. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, voorzitter, Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE, Wilfried VAN VAERENBERGH, Bernard BLERO en Wouter PAS, staatsraden, Michel TISON en Christian BEHRENDT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE en Greet VERBERCKMOES, griffiers.

De verslagen zijn uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur, Dries VAN EECKHOUTTE en Tim CORTHAUT, auditers.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 maart 2015.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET DE LOI

L'avant-projet de loi vise à porter assentiment à l'accord, conclu par échange de lettres, entre le Royaume de Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relatif à la délimitation de la zone économique exclusive des parties. Cette délimitation correspond à celle déjà convenue pour ce qui concerne le plateau continental.

L'accord bilatéral auquel l'avant-projet vise à porter assentiment remplace également le système géodésique de coordonnées géographiques utilisé précédemment pour délimiter le plateau continental, sans toutefois apporter de modification à cette délimitation.

COMPÉTENCE DE L'AUTORITÉ FÉDÉRALE

La compétence en matière de délimitation de l'espace sur lequel sont appelés à s'exercer les prérogatives souveraines de l'État belge est régie par l'article 7 de la Constitution. Cette disposition s'applique à toute opération de délimitation spatiale des prérogatives de la puissance de l'État belge, qu'il s'agisse de l'espace terrestre, aérien ¹ ou maritime ², et concerne tant l'espace sur lequel l'État belge exerce l'intégralité de ces prérogatives que ceux sur lesquels il n'exerce que certaines d'entre elles, comme c'est le cas, notamment, du plateau continental et de la zone économique exclusive ³.

1 Voir p.ex. A. MAST, *Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk recht*, 7e édition, Gand, Story-Scientia, 1983, p. 76, et J. NAVEAU, « La Belgique fédérale et l'espace aérien », *Rev. b. dr. intern.*, 1994, pp. 233-243.

2 Voir la loi du 17 février 1993 'portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la délimitation du Plateau continental entre les deux pays, signé à Bruxelles le 29 mai 1991', la loi du 10 août 1998 'portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relatif à la délimitation du Plateau continental, et Annexe, et échange de lettres ; et à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relatif à la délimitation de la Mer territoriale, signés à Bruxelles le 18 décembre 1996' ; la loi du 22 août 2006 'portant assentiment à l'Accord, conclu par échange de lettres datées à Bruxelles les 21 mars 2005 et 7 juin 2005, portant amendement à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relatif à la délimitation du Plateau continental entre les deux pays signé à Bruxelles le 29 mai 1991' ; voir aussi Ph. GAUTIER, « Le plateau continental belge et sa délimitation », *Rev. b. dr. intern.*, 1995, pp. 108-122.

3 Dans la zone économique exclusive, l'État ne jouit en effet que de droits souverains et d'une juridiction limitée, conformément à l'article 56 de la Convention du 10 décembre 1982 des Nations Unies sur le droit de la mer. Voir la loi du 22 avril 1999 'concernant la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord' et R. JANSOONE, « La pratique étatique belge et la zone économique exclusive (ZEE) », *Rev. b. dr. intern.*, 1995, pp. 93-107.

L'article 7 de la Constitution, datant de 1831, ne contient, en tant que tel, qu'une exigence de légalité, c'est-à-dire requiert l'intervention d'une norme législative ; il n'exige pas nécessairement celle d'une norme législative fédérale. Toutefois, aucune disposition, ni de la Constitution, ni de la loi spéciale de réformes institutionnelles, n'ayant attribué aux Communautés ou Régions la compétence de procéder ou de concourir à des opérations de délimitation externe (à la différence de certaines prérogatives en matière de délimitation interne, comme le « changement ou la rectification des limites des provinces, des collectivités supracommunales et des communes » ⁴), les lois qui portent assentiment à des traités visant à délimiter le plateau continental ou la zone économique exclusive belges en mer du Nord relèvent de la compétence exclusive du législateur fédéral ⁵.

L'autorité fédérale, par la voie du législateur ordinaire, est donc compétente pour assentir seule au traité en question.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET DE LOI

1. L'intitulé et l'article 2 de l'avant-projet doivent être revus, afin d'y exprimer le fait que l'Accord par échange de lettres auquel il vise à porter assentiment ne se limite pas à porter « amendement à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la délimitation du plateau continental entre les deux pays, signé à Bruxelles le 29 mai 1991, tel que modifié par l'échange de lettres datées à Bruxelles du 21 mars 2005 et du 7 juin 2005 » mais a également pour objet la délimitation, entre le Royaume de Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, des zones économiques exclusives.

4 Voir l'article 6, § 1^{er}, VIII, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

5 Voir not. en ce sens, les avis 26.842/4, donné le 13 octobre 1997, sur un avant-projet devenu la loi du 10 août 1998 'portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relatif à la délimitation du Plateau continental, et Annexe, et échange de lettres ; et à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relatif à la délimitation de la Mer territoriale, signés à Bruxelles le 18 décembre 1996' (*Doc. parl.*, Sénat, 1997-1998, n° 1-843/1) et 40.248/4, donné le 2 mai 2006, sur un avant-projet devenu la loi du 22 août 2006 'portant assentiment à l'Accord, conclu par échange de lettres datées à Bruxelles les 21 mars 2005 et 7 juin 2005, portant amendement à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, relatif à la délimitation du plateau continental entre les deux pays, signé à Bruxelles le 29 mai 1991' (*Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 3-1717/1).

2. Aux termes de l'article 7 de la Constitution, qui est applicable en l'espèce, la Belgique ne peut exprimer son consentement à être liée par un traité de délimitation qu'« en vertu de la loi » ; autrement dit, le dépôt de son instrument de ratification est subordonné à l'obtention préalable de l'assentiment parlementaire. Cette exigence, instaurée par le constituant originaire, vise à éviter qu'une discordance ne puisse survenir entre les délimitations reconnues au plan international et celles consacrées par ses normes juridiques internes.

Consacrée par l'article 7, cette exigence d'assentiment préalable, applicable à tout traité de délimitation externe, est répétée par l'article 167, § 1^{er}. Ces deux dispositions constitutionnelles, rédigées par le constituant originaire et inchangées depuis, forment un ensemble ; elles sont indissociablement liées ⁶.

Aux termes de l'article 78, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la Constitution, les lois visées à l'article 167, § 1^{er}, alinéa 3, de la Constitution sont soumises à la procédure bicamérale optionnelle. Conformément à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation, lorsqu'elle est saisie d'un avant-projet de loi « examine d'office si le texte concerné a pour objet des matières visées à l'article 74, à l'article 77 ou à l'article 78 de la Constitution ».

L'avant-projet affirme en son article 1^{er} régler une matière visée à l'article 74 de la Constitution. Or, s'agissant d'un texte portant assentiment à un traité de délimitation au sens des articles 7 et 167, § 1^{er}, alinéa 3, de la Constitution, celui-ci ressortit à la procédure bicamérale optionnelle de l'article 78.

L'article 1^{er} de l'avant-projet de loi sera modifié en ce sens.

3. L'échange de lettres entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'est fait en anglais, de sorte que les textes en langues française et néerlandaise doivent être précédés respectivement des mots « traduction » et « vertaling ». Il convient aussi d'assurer la publication de l'original en langue anglaise tant lors du dépôt du projet de loi d'assentiment que lors de la publication de la loi au *Moniteur belge* ⁷.

*

⁶ Voir de manière constante en ce sens : K. RIMANQUE, *De grondwet gewikt en gewogen*, Intersentia, édition 2004-2005, Anvers, 2005, pp. 20 et 375 ; J. VELU, *Droit public*, tome 1^{er}, Le Statut des gouvernants, Bruxelles, Bruylant, 1986, p. 29 ; A. MAST *Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk recht*, 7e édition, Gand, Story-Scientia, 1983, p. 74 ; Fr. PERIN, *Cours de droit public*, Organisation et compétence des pouvoirs de l'État, Liège, Presses universitaires de Liège, [1962], p. 285 et P. WIGNY, *Droit constitutionnel*, tome 2, Bruxelles, Bruylant, 1952, p. 654. – Toujours dans le même sens, et déjà antérieurement, voir G. BELTJENS, *La Constitution belge révisée*, Liège, Godenne, 1894, pp. 96 et 403, et P. ERRERA, *Traité de droit public belge*, 2e éd., Paris, Giard & Brière, 1918, pp. 28-29 (n^{os} 20 et 21).

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, <http://www.raadvst-consetat.be>, onglet « Technique législative », recommandation n° 209. Voir dans le même sens l'avis 45.582/4, donné le 2 février 2009, sur avant-projet devenu la loi du 30 novembre 2009 'portant assentiment à l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique sur le traitement et le transfert de données des dossiers passagers (données PNR) par les transporteurs aériens au Ministère américain de la sécurité intérieure (DHS) (Accord PNR 2007), fait à Bruxelles le 23 juillet 2007 et à Washington le 26 juillet 2007', observation finale 2 (*Doc. parl.*, Sénat, 2008-2009, n° 4-1432,1, pp. 38-44).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET VOORONTWERP VAN WET

Het voorontwerp van wet beoogt instemming te verlenen met het akkoord, gesloten door uitwisseling van brieven tussen het Koninkrijk België en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, inzake de afbakening van de exclusieve economische zone van de partijen. Die afbakening stemt overeen met de afbakening die reeds betreffende het continentaal plat overeengekomen is.

Het bilateraal akkoord waarmee het voorontwerp instemming beoogt te verlenen, vervangt bovendien het geodetisch systeem van geografische coördinaten dat voorheen werd gebruikt om het continentaal plat af te bakenen, zonder dat die afbakening evenwel wordt gewijzigd.

BEVOEGDHEID VAN DE FEDERALE OVERHEID

Artikel 7 van de Grondwet regelt de bevoegdheid inzake de afbakening van de ruimte waarvoor de soevereiniteitsrechten van de Belgische Staat gelden. Die bepaling is van toepassing op elke verrichting tot afbakening van de ruimte waarvoor de prerogatieven van het gezag van de Belgische Staat gelden, ongeacht of het een gebied te land, in de lucht¹ of ter zee² betreft, en ze geldt zowel voor de ruimte waarover de Belgische Staat al die prerogatieven

1 Zie bv. A. MAST, *Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk recht*, 7^e uitgave, Gent, Story-Scientia, 1983, 76, en J. NAVEAU, "La Belgique fédérale et l'espace aérien", *Rev. b. dr. intern.*, 1994, 233-243.

2 Zie de wet van 17 februari 1993 'houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland inzake de afbakening van het Continentaal Plat tussen beide landen, ondertekend te Brussel op 29 mei 1991', *Belgisch Staatsblad*, 1 december 1993, de wet van 10 augustus 1998 'houdende instemming met het Verdrag tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de afbakening van het continentaal plat, en Bijlage, en briefwisseling; en het Verdrag tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de zijwaartse afbakening van de territoriale zee, ondertekend te Brussel op 18 december 1996', de wet van 22 augustus 2006 'houdende instemming met het Akkoord, gesloten door uitwisseling van brieven gedagtekend te Brussel op 21 maart 2005 en 7 juni 2005, houdende wijziging van de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland inzake de afbakening van het continentaal plat tussen beide landen, ondertekend te Brussel op 29 mei 1991'; zie ook P. GAUTIER, "Le plateau continental belge et sa délimitation", *Rev. b. dr. intern.*, 1995, 108-122.

uitoefent als voor de ruimten waarvoor hij slechts een aantal van die prerogatieven uitoefent, zoals inzonderheid het geval is voor het continentaal plat en de exclusieve economische zone.³

Artikel 7 van de Grondwet, dat van 1831 dateert, bevat als zodanig enkel een legaliteitsvereiste. Het schrijft met andere woorden voor dat er een wetgevende norm voorhanden moet zijn, maar niet dat het hierbij noodzakelijkerwijs om een federale wetgevende norm moet gaan. De wetten waarbij instemming wordt verleend met verdragen die ertoe strekken het Belgisch continentaal plat of de Belgische exclusieve economische zone in de Noordzee af te bakenen, vallen evenwel onder de exclusieve bevoegdheid van de federale wetgever, aangezien geen enkele bepaling van de Grondwet of van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen aan de gewesten of gemeenschappen de bevoegdheid heeft verleend om over te gaan tot of mee te werken aan verrichtingen houdende externe afbakening (anders dan bepaalde prerogatieven inzake interne afbakening zoals “het wijzigen of corrigeren van de grenzen van de provincies, van de bovengemeentelijke besturen en van de gemeenten”⁴).⁵

De federale overheid is dus als de gewone wetgever bevoegd om alleen instemming te verlenen met het verdrag in kwestie.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN WET

1. Het opschrift en artikel 2 van het voorontwerp moeten worden herzien teneinde daarin aan te geven dat het akkoord door uitwisseling van brieven waarmee het instemming beoogt te verlenen, niet alleen strekt tot “wijziging van de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland inzake de afbakening van het continentaal plat tussen beide landen, ondertekend te Brussel op 29 mei 1991, zoals gewijzigd door de uitwisseling van brieven gedagtekend te Brussel op 21 maart 2005 en 7 juni 2005”, maar ook betrekking heeft op de afbakening van de exclusieve economische zones tussen het Koninkrijk België en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland.

3 In de exclusieve economische zone beschikt de Staat immers slechts over beperkte soevereine rechten en over een beperkte rechtsmacht, overeenkomstig artikel 56 van het Verdrag van 10 december 1982 van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee. Zie de wet van 22 april 1999 ‘betreffende de exclusieve economische zone van België in de Noordzee’ en R. JANSOONE, “La pratique étatique belge et la zone économique exclusive (ZEE)”, *Rev. b. dr. intern.*, 1995, 93-107.

4 Zie artikel 6, § 1, VIII, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.

5 Zie in die zin inzonderheid advies 26.842/4, op 13 oktober 1997 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 10 augustus 1998 ‘houdende instemming met het Verdrag tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de afbakening van het continentaal plat, en Bijlage, en briefwisseling; en het Verdrag tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de zijwaartse afbakening van de territoriale zee, ondertekend te Brussel op 18 december 1996’ (*Parl.St.* Senaat 1997-98, nr. 1-843/1) en advies 40.248/4, op 2 mei 2006 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 22 augustus 2006 ‘houdende instemming met het Akkoord, gesloten door uitwisseling van brieven gedagtekend te Brussel op 21 maart 2005 en 7 juni 2005, houdende wijziging van de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland inzake de afbakening van het continentaal plat tussen beide landen, ondertekend te Brussel op 29 mei 1991’ (*Parl.St.* Senaat 2005-06, nr. 3-1717/1).

2. Luidens artikel 7 van de Grondwet, dat *in casu* toepasselijk is, kan België er alleen “krachtens een wet” mee instemmen dat het door een verdrag inzake afbakening is gebonden; de notificatieoorkonde kan met andere woorden alleen worden neergelegd indien vooraf de instemming van het parlement is verkregen. De bedoeling van dat vereiste, dat door de oorspronkelijke grondwetgever is vastgesteld, is te voorkomen dat de internationaal erkende afbakeningen zouden afwijken van de afbakeningen die door interne rechtsregels zijn vastgelegd.

Dat vereiste van voorafgaande instemming, dat in artikel 7 is neergelegd en dat op elk verdrag inzake externe afbakening toepasselijk is, wordt herhaald in artikel 167, § 1. Die beide grondwettelijke bepalingen, die door de oorspronkelijke grondwetgever zijn opgesteld en die sindsdien niet meer zijn gewijzigd, vormen één geheel; ze zijn onlosmakelijk met elkaar verbonden.⁶

Luidens artikel 78, § 1, eerste lid, 2°, van de Grondwet geldt de optioneel bicamerale procedure voor de wetten bedoeld in artikel 167, § 1, derde lid, van de Grondwet. Overeenkomstig artikel 2, § 1, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, “onderzoekt” de afdeling Wetgeving, wanneer haar een voorontwerp van wet om advies wordt voorgelegd, “ambtshalve of de voorgelegde tekst betrekking heeft op aangelegenheden bedoeld in artikel 74, artikel 77 of artikel 78 van de Grondwet”.

Het voorontwerp stelt in artikel 1 dat het een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet. Daar het een tekst betreft waarbij instemming wordt verleend met een verdrag inzake afbakening in de zin van de artikelen 7 en 167, § 1, derde lid, van de Grondwet, valt het voorontwerp echter onder de optioneel bicamerale procedure van artikel 78.

Artikel 1 van het voorontwerp moet in die zin worden gewijzigd.

⁶ Zie in dat verband steeds in dezelfde zin: K. RIMANQUE, *De grondwet gewikt en gewogen*, Intersentia, uitgave 2004-2005, Antwerpen, 2005, 20 en 375; J. VELU, *Droit public*, deel 1, Le Statut des gouvernants, Brussel, Bruylant, 1986, 29; A. MAST *Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk recht*, 7e uitgave, Gent, Story-Scientia, 1983, 74; Fr. PERIN, *Cours de droit public*, Organisation et compétence des pouvoirs de l'État, Luik, Presses universitaires de Liège, [1962], 285 en P. WIGNY, *Droit constitutionnel*, deel 2, Brussel, Bruylant, 1952, 654. – Nog steeds in dezelfde zin en reeds eerder verschenen: G. BELTJENS, *La Constitution belge révisée*, Luik, Godenne, 1894, 96 en 403, en P. ERRERA, *Traité de droit public belge*, 2e uitgave, Parijs, Giard & Brière, 1918, p. 28-29 (nrs. 20 en 21).

3. De uitwisseling van brieven tussen de Regering van het Koninkrijk België en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland heeft in het Engels plaatsgevonden, zodat de Nederlandse en Franse tekst moeten worden voorafgegaan door respectievelijk de woorden “vertaling” en “traduction”. Er moet ook worden gezorgd voor publicatie van het Engelse origineel, zowel bij de indiening van het ontwerp van instemmingswet als bij de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad.⁷

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Marnix VAN DAMME

⁷ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 209. Zie in dezelfde zin advies 45.582/4, op 2 februari 2009 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 30 november 2009 ‘houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Europese Unie en de Verenigde Staten van Amerika inzake de verwerking en overdracht van persoonsgegevens van passagiers (PNR-gegevens) door luchtvaartmaatschappijen aan het Ministerie van Binnenlandse veiligheid van de Verenigde Staten van Amerika (PNR-Overeenkomst 2007), gedaan te Brussel op 23 juli 2007 en te Washington op 26 juli 2007’, slotopmerking 2 (*Parl.St.* Senaat 2008-09, nr. 4-1432/1, 38-44).